

Agir en « islamistes » sous la coupole ? Pratiques politiques de groupes à référents islamistes dans les parlements

Acting like an “Islamist” under the dome? Political practices of Islamist-oriented groups

Responsables

• **Déborah Perez** (Faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales, UM6P, Iremam, Aix-Marseille Université)

• **Théo Blanc** (Institut Dirpolis, Scuola Superiore Sant’Anna, European University Institute)

Discutant

• **Thomas Pierret** (Iremam, CNRS)

Intervenants

• **Robin Beaumont** (Noria Research)

• **Camille Abescat** (Institut Dirpolis, Scuola Superiore Sant’Anna, Sciences-Po, CERI)

• **Théo Blanc, Déborah Perez et Victor Dupont** (Iremam, Aix-Marseille Université)

• **Haoues Seniguer** (Sciences-Po Lyon, Laboratoire Triangle, UMR 5206)

Résumé de l’atelier

Alors que les travaux sur les mobilisations islamistes sont particulièrement nombreux, notamment depuis les expériences d’accession au gouvernement au cours de la dernière décennie, très peu se concentrent sur une institution que les partis à référent islamiste ont pourtant très rapidement et largement investie: les parlements. Que ce soit en tant qu’acteurs minoritaires de l’opposition, avec une majorité absolue ou bien au sein de coalitions plus ou moins fragiles, les mouvements islamistes sont présents dans les hémicycles du Maghreb et du Machrek, parfois depuis les années 1980. Mais qui sont leurs députés? Que font-ils sous la coupole? Comment investissent-ils leur rôle? Cet atelier propose de chercher à répondre à ces différentes questions de manière comparatiste en rassemblant des contributions fondées sur des enquêtes empiriques qui interrogent les pratiques islamistes dans les parlements. Il poursuit une ambition théorique double: d’une part, éclairer leur spécificité dans des configurations autoritaires variées – et donc mieux comprendre ce que peuvent faire les acteurs parlementaires quand ils disposent de peu de marge de manœuvre; d’autre part, documenter les pratiques des acteurs islamistes pour soumettre les thèses largement discutées du postislamisme et de l’inclusion-modération à l’épreuve de l’arène parlementaire.

Nous proposons également d’initier une approche scientifique comparative qui dépasse les frontières habituelles – mais toujours discutables (Bayart, 2016) –, en incluant des cas de la région MENA, ainsi que de l’Afrique de l’Ouest et de l’Asie du Sud-Est. Ce décentrement, qui s’éloigne du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, où se concentre la grande majorité des études sur l’islamisme, permet d’évaluer la valeur heuristique de cette catégorie dans d’autres régions, tout en enrichissant sa compréhension et sa (re)conceptualisation.

Les communications s’articuleront autour de quatre axes principaux.

- En premier lieu, elles pourront s’intéresser aux propriétés sociales et aux trajectoires des députés, ainsi qu’aux ressources mobilisées par ces derniers pour accéder à l’institution parlementaire. Au-delà de l’approche sociographique, les contributions prêteront aussi attention aux stratégies d’investissement de ces partis politiques.

- En deuxième lieu, elles analyseront les comportements des élus à l’échelle individuelle et des groupes parlementaires, en interrogeant tant les « dynamiques mimétiques » (Geisser et Perez, 2016) que les stratégies de distinction vis-à-vis des autres députés. Les contributions porteront une attention particulière aux règles régissant l’expression des désaccords politiques au sein des groupes parlementaires.

- En troisième lieu, ce panel propose d'identifier et d'étudier les objets dont ces acteurs se saisissent dans l'enceinte parlementaire. Quels projets de loi défendent-ils et auxquels s'opposent-ils? Les communications analyseront également les registres et stratégies mobilisés par les élus pour parvenir à leurs fins. Avec qui s'allient-ils, ponctuellement ou sur le temps long? Quelle place occupent les référentiels islamiques dans leurs stratégies de contestation ou de promotion d'une production législative?

- En quatrième et dernier lieu, les communications interrogeront les ressources acquises par les élus et formations islamistes au cours de leurs mandats parlementaires, tant en termes d'ancrage local que d'implantation institutionnelle (Vannetzel, 2016). Elles pourront également traiter de la question des stratégies d'extraversion, les parlements des Suds faisant régulièrement l'objet de l'intervention d'acteurs internationaux spécialisés dans des programmes de renforcement parlementaire.

While there is a particularly large body of work on Islamist mobilizations, and all the more so since Islamist parties accessed governments over the last decade, very few focus on an institution that parties with an Islamist referent have nevertheless rapidly and extensively engaged with: parliaments. Whether as minority opposition players, with an absolute majority, or within more or less fragile coalitions, Islamist movements are present in the hemicycles of the Maghreb and Mashreq, sometimes since the 1980s. But who are their deputies? What do they do? How do they play their role? This workshop seeks to answer these questions in a comparative way, by bringing together contributions based on empirical research that examines Islamist practices in parliaments. Its theoretical ambition is twofold. Firstly, it sheds light on their specificity in a variety of authoritarian configurations, and thus helps better understand what parliamentary actors can do when they have little room for maneuver. Secondly, it documents the practices of Islamist actors in order to put the widely discussed theses of post-Islamism and inclusion-moderation to the test in the parliamentary arena.

We also propose to initiate a comparative scientific approach that goes beyond the usual but still debatable (Bayart, 2016) borders by including cases from the MENA region but also from West Africa and Southeast Asia. Decentering the Middle East and North Africa region, where the vast majority of studies on Islamism originate, enables us to assess the heuristic value of this category in other regions and enrich its understanding and (re)conceptualization.

Papers revolve around four main axes.

- First, they will look at the social properties and trajectories of MPs, as well as the resources they mobilize to gain access to the parliamentary institution. Beyond the sociographic approach, contributions will also focus on the nomination strategies of these political parties.

- Second, the papers will analyze the behaviors of elected representatives within the institution, at both the individual and parliamentary group levels, questioning both "mimetic dynamics" (Geisser and Perez, 2016) and strategies for distinguishing themselves from other MPs. Papers here will pay particular attention to the rules governing the expression of political disagreements within parliamentary groups.

- Third, this panel proposes to identify and study the objects that these actors seize in the parliamentary arena. Which bills do they defend or oppose? Papers will also analyze the registers and strategies mobilized by elected representatives to achieve their ends. In particular, with whom do they ally themselves, on an ad hoc or long-term basis? What place do Islamic references occupy in their strategies of contestation or promotion of legislative production?

- Finally, papers will interrogate the resources acquired by Islamist representatives and formations during their parliamentary mandates, both in terms of local anchoring and institutional establishment (Vannetzel, 2016). Papers may also address the question of extraversion strategies, as parliaments in the South are regularly the focus of intervention by international actors specialized in parliamentary strengthening programs.

Programme

Robin Beaumont (Noria Research)

Un islamisme sans islamisation? Oligopole partisan et autorité cléricale chiite dans l'Irak post-2003

Islamism without Islamization? Partisan oligopoly and Shiite clerical authority in post-2003 Iraq

Camille Abescat (Institut Dirpolis, Scuola Superiore Sant'Anna, Sciences-Po, CERI)

Des députés exemplaires? Les «bons élèves» du Front d'action islamique au sein du Parlement jordanien

Exemplary MPs? Members of the Islamic Action Front as the "good students" in the Jordanian Parliament

Théo Blanc (Institut Dirpolis, Scuola Superiore Sant'Anna), Déborah Perez (Faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales, UM6P, Iremam, Aix-Marseille Université) et Victor Dupont (Iremam, Aix-Marseille Université)

Régner sans gouverner? Les dix ans d'Ennahdha au Parlement tunisien (2011-2021)

Ruling but not governing? Ennahdha's ten years in the Tunisian Parliament (2011-2021)

Haoues Seniguer (Sciences-Po Lyon, Laboratoire Triangle, UMR 5206)

Touché mais pas coulé: Comment le Parti de la justice et du développement marocain réagit à la défaite de septembre 2021

Hit but not sunk: How the Moroccan Justice and Development Party reacts to defeat in September 2021

Robin Beaumont

Un islamisme sans islamisation? Oligopole partisan et autorité cléricale chiite dans l'Irak post-2003

Dans l'histoire de l'islam politique, l'Irak post-2003 présente une configuration originale: un oligopole de partis islamistes disposant d'une majorité de sièges à la Chambre des représentants, mais qui se révèlent alliés autant que concurrents au pouvoir depuis plus de vingt ans. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre de la part de formations politiques fondées sur la référence à la religion, cette compétition ne s'articule que marginalement autour d'enjeux religieux: l'arène législative ne reflète ni des stratégies de distinction en termes de «chiité», ni une course au conservatisme ou à l'islamisation massive du droit. Une façon de l'expliquer tient peut-être dans une seconde singularité: l'existence d'une institution religieuse qui détient le monopole de la ressource religieuse chiite, et en contraint l'usage politique, par la candidature de clercs aux élections législatives ou de manière plus indirecte. Cette communication examinera les dynamiques de cet «islamisme sans islamisation» à travers deux moments clés du débat public irakien: la rédaction de la Constitution de 2005 et la proposition d'introduction d'un système de statut personnel propre à chaque communauté religieuse. Nous montrerons comment l'autorité religieuse a encadré l'utilisation de la référence religieuse chiite dans les débats parlementaires, et plus largement dans le nouveau système politique irakien, au point que les représentants islamistes aient dû recourir à des répertoires de légitimation non religieux. La communication s'appuiera sur des entretiens avec des acteurs politiques, religieux et paramilitaires, des mémoires d'acteurs, des textes juridiques et des discours religieux. Elle rendra compte de l'évolution des groupes politiques islamistes chiites, de leurs relations à l'autorité cléricale, et du rôle de cette dernière dans les processus institutionnels du «nouvel Irak».

In the history of political Islam, post-2003 Iraq presents an original configuration: an oligopoly of Islamist parties with a majority of seats at the House of Representatives, but who have proven allies as much as competitors in power for over twenty years. Contrary to what one might expect from political groupings founded on the reference to religion, this competition only marginally revolves around religious stakes: the legislative arena does not reflect strategies of distinction in terms of “Shi’i-ness,” nor a race for conservatism or massive Islamization of the law. One explanation is to be found in a second singularity: the existence of a religious institution that holds a monopoly over the Shi’i religious resource, and thus constrains its political use, by sending clerics to parliamentary elections or in a more indirect fashion. This presentation will examine the driving forces behind such “Islamism without Islamization,” through two key moments in the Iraqi public debate: the drafting of the 2005 Constitution, and the proposed introduction of a sect-based personal status system. We will show how the religious authority has been framing the use of the Shi’i religious reference in parliamentary debates, and more broadly in the new Iraqi political system, to the point that Islamist representatives had to resort to non-religious repertoires of legitimization. The contribution will draw on interviews and memoirs, legal texts, and religious speeches. It will provide an account of the evolution of Islamist political groups and actors, their relationship to the clerical authority, and the latter’s role in institutional processes.

Camille Abescat

Des députés exemplaires? Les « bons élèves » du Front d’action islamique au sein du Parlement jordanien

Cette communication propose d’interroger la façon dont les députés du Front d’action islamique (FAI), le parti politique des Frères musulmans, se sont progressivement imposés comme des « modèles » au sein du Parlement jordanien, en dépit de leur statut d’opposants politiques. En adhérant aux injonctions et aux normes promues par le roi Abdallah II et les bailleurs de fonds internationaux, ces députés se présentent comme les seuls acteurs politiques capables de contribuer à la transformation et à la modernisation des pratiques politiques dans l’hémicycle. Le FAI fait tout d’abord figure d’exception puisqu’il s’agit du seul parti doté d’une capacité de mobilisation électorale. Pour les autres partis qui composent l’échiquier politique, l’étiquette partisane est au contraire une ressource difficilement mobilisable dans la compétition électorale. Dans un contexte où l’appartenance à un groupe parlementaire fondé sur des positions politiques communes figure parmi les nouveaux critères de légitimité politique, les élus du FAI constituent ensuite le seul groupe discipliné et partisan du Parlement. Les députés du parti mettent en évidence l’organisation rigoureuse de celui-ci. Troisièmement, alors que les députés jordaniens sont souvent critiqués pour leur incompétence supposée et leur manque d’implication dans les tâches qui incombent normalement aux députés (législation, contrôle de l’exécutif), le FAI attache une grande importance à la formation de ses membres et à leur irréprochabilité en termes d’assiduité à l’Assemblée. Les élus du parti seraient ainsi les « garants » du bon fonctionnement de l’institution parlementaire, et du renforcement de celle-ci face au pouvoir exécutif. Cette communication s’appuie sur des données collectées entre 2019 et 2024, par le biais d’entretiens semi-directifs avec des députés jordaniens élus en 2016 et/ou 2020, conduits dans le cadre d’une thèse de doctorat en science politique.

This presentation explores how MPs from the Islamic Action Front (IAF), the political party of the Muslim Brotherhood, have gradually come to be seen as “role models” in the Jordanian Parliament, despite their status as political opponents. By embracing the injunctions and norms promoted by King Abdullah II and international donors, these MPs present themselves as the only political actors capable of contributing to the transformation and modernization of political practices in the hemicycle. Firstly, the IAF is the exception as it is the only party with the capacity to mobilize voters. On the contrary, for the other parties on the political spectrum, the partisan label is a resource that is difficult to mobilize in the electoral competition. Secondly, in a context where belonging to a parliamentary group based on shared political positions is one of the new criteria for legitimate political representation, IAF’s members constitute the only disciplined and partisan group in Parliament. The party’s MPs insist on its rigorous organization. Thirdly, while Jordanian MPs are often criticized for their supposed incompetence and

lack of involvement in the tasks that normally fall to MPs (legislation, control of the executive), the IAF attaches great importance to the training of its members and their irreproachability in terms of attendance at the assembly. The party's MPs would thus be the "guarantors" of the proper functioning of the parliamentary institution, and of its strengthening vis-à-vis the executive. This presentation is based on data collected between 2019 and 2024, through semi-structured interviews with Jordanian MPs elected in 2016 and/or 2020, as part of a PhD thesis in political science.

Théo Blanc Déborah Perez et Victor Dupont

Régner sans gouverner? Les dix ans d'Ennahdha au Parlement tunisien (2011-2021)

À la suite de la fermeture du Parlement lors du coup d'État de 2021, de nombreux Tunisiens en sont venus à associer la décennie de transition démocratique au règne d'Ennahdha. Pourtant, les dirigeants d'Ennahdha estiment que le parti n'a presque jamais réellement gouverné. Pour expliquer ce paradoxe, cet article propose d'examiner le choix de spécialisation d'Ennahdha dans la politique parlementaire, que le parti considérait comme le principal lieu de pouvoir durant la transition démocratique. À travers une analyse de trois périodes législatives, nous montrons que le rôle des députés d'Ennahdha a varié selon le type de coalition que le parti a formée. Ennahdha a d'abord dirigé une majorité parlementaire et gouvernementale, la Troïka (2011-2014), puis a été membre subalterne de la coalition majoritaire (2015-2019), et enfin a joué un rôle ambivalent entre majorité et opposition (2019-2021). Notre analyse repose sur une base de données sociographiques des députés d'Ennahdha et un corpus de 75 entretiens avec des députés et autres acteurs politiques (2012-2024). Elle montre qu'en dépit de sa participation à toutes les grandes alliances politiques, Ennahdha s'est retrouvé progressivement isolé et affaibli en interne. Nous identifions trois facteurs expliquant cet isolement et affaiblissement, qui ont tous partie liée au choix opéré par le mouvement de faire du Parlement le lieu de construction de leur pouvoir. Premièrement, les jeux partisans au sein du Parlement ont provoqué des tensions internes au sein du bloc parlementaire et aliéné les alliés d'Ennahdha. Deuxièmement, Ennahdha a paradoxalement encouragé la professionnalisation de ses députés par une sélection stratégique des candidats et une formation continue, tout en tentant de les soumettre aux décisions du bureau exécutif du parti. Troisièmement, Ennahdha a toujours privilégié la politique de consensus au détriment de réformes, d'une architecture claire du pouvoir et de la création de relais dans les ministères, ce qui a empêché le parti de contribuer réellement à la gouvernance.

Following the shutting down of Parliament by the 2021 coup, many Tunisians came to assimilate the democratic decade with Ennahdha's rule. Yet, Ennahdha leaders believe the party has almost never been able to govern. To explain this paradox, this article argues that we need to investigate Ennahdha's specialization in the Parliament as its favored locus of power during the democratic transition. Through a long-term analysis of three legislative periods, we argue that the role of Ennahdha lawmakers varied according to the type of coalition it brokered. Ennahdha was first the leader of the majority (2011–2014), then a member of the majority coalition (2015–2019), and finally played an ambivalent role between majority and opposition (2019–2021). Our analysis relies on an original sociological dataset of Ennahdha MPs and a corpus of 75 interviews with MPs and other political actors (2012–2024). It shows that even though Ennahdha has been part of all the major political alliances, it has found itself progressively isolated and weakened internally. We identify three explaining factors of this isolation that stem from the choice of parliamentary specialization. First, party politics within the Parliament caused internal tensions within the Ennahdha bloc but also fragmented its parliamentary and partisan allies. Second, Ennahdha paradoxically pushed for the professionalization of its MPs through the strategic selection of candidates and continuous training while trying to subject them to decisions of the party's executive bureau. Third, Ennahdha has always favored consensus politics at the expense of policies, a clear architecture of power, the creation of relays within ministries, thus ultimately preventing the party from contributing to governance.

Haoues Seniguer

Touché mais pas coulé: Comment le Parti de la justice et du développement marocain réagit à la défaite de septembre 2021

Le Parti de la justice et du développement marocain a connu un revers significatif aux élections législatives de septembre 2021. Le Parti islamiste perdit effectivement 90% de ses sièges par rapport à la précédente législature, sans compter le départ de certains cadres et anciens ministres, au premier rang desquels Saadeddine al-Othmani, qui fut secrétaire général du parti, et chef de gouvernement entre 2017 et 2021. Ne comptant plus que treize députés à la Chambre des représentants, les élus islamistes ne s'en sont pas moins distingués par le plus grand nombre de questions adressées au gouvernement à la date de novembre 2024. Abdelillah Benkirane, revenu à la tête du parti, ainsi que ses alliés, cherchent ainsi à retisser le lien de confiance, plus ou moins distendu, avec la base et l'électorat, à la fois par le recours à une rhétorique sinon populaire du moins populiste, et le recentrage sur des questions idéologiques et identitaires, telles que la défense de la famille, de l'identité musulmane du Maroc et de la cause palestinienne, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'arène parlementaire. Nous nous intéresserons plus spécifiquement à la manière dont le référentiel islamique est mobilisé par l'organisation partisane.

The Moroccan Justice and Development Party suffered a significant setback in the September 2021 legislative elections. The Islamist Party effectively lost 90% of its seats compared with the previous legislature, not to mention the departure of a number of cadres and former ministers, foremost among them Saadeddine al-Othmani, who was the party's secretary general and head of government between 2017 and 2021. With only thirteen deputies left in the House of Representatives, the Islamist deputies nonetheless had the highest number of questions put to the government by November 2024. Abdelillah Benkirane, now back at the helm of the party, and his allies are seeking to rebuild the more or less frayed bond of trust with the rank and file and the electorate, both by resorting to rhetoric that is if not popular, at least populist, and by refocusing on ideological and identity-related issues, such as the defense of the family, Morocco's Muslim identity and the Palestinian cause, both inside and outside the parliamentary arena. More specifically, we'll be looking at how the Islamic referential is mobilized by the partisan organization.